



Conseil économique
et social

Distr.
LIMITÉE

E/AC.51/1995/L.3/Add.7
8 juin 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION
Trente-cinquième session
15 mai-9 juin 1995
Point 8 de l'ordre du jour

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX
DE SA TRENTE-CINQUIÈME SESSION

Projet de rapport

Additif

Rapporteur : M. Hisham ELZIMAITY (Égypte)

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

Chapitre 6. Activités juridiques

1. À sa 27e séance, le 6 juin 1995, le Comité du programme et de la coordination a examiné le chapitre 6 (Activités juridiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

Examen de la question

2. Certaines délégations se sont félicitées de la réduction importante du montant des ressources proposées pour les activités juridiques. D'autres délégations ont estimé que cette réduction s'expliquait davantage par l'achèvement d'un certain nombre d'activités que par des gains d'efficacité.

3. Un certain nombre de délégations ont dit qu'il ne fallait pas que la réduction proposée du montant des ressources ait des incidences négatives sur l'efficacité du Bureau des affaires juridiques. D'autres délégations ont souligné qu'il faudrait tenir compte à cet égard des tâches supplémentaires assignées au Bureau du fait des activités de maintien de la paix.

4. Une délégation a regretté que les efforts déployés pour transférer la base de données du Système d'information sur les traités sur disque optique n'aient pas été couronnés de succès. Un certain nombre de délégations ont demandé que les efforts se poursuivent pour terminer l'informatisation du système au cours

de l'exercice 1996-1997, ce qui pourrait améliorer le rapport coût-efficacité et permettrait de réaliser à l'avenir des économies non négligeables.

5. Une délégation a proposé d'examiner la possibilité, dans le cadre du programme de travail du Bureau, de fournir une aide concernant les questions juridiques ayant trait aux opérations de maintien de la paix aux États Membres ne possédant qu'une expérience limitée dans ce domaine.

6. Certaines délégations se sont inquiétées de la place à leurs yeux trop importante qu'occupaient les activités de maintien de la paix dans le travail du Bureau, celui-ci ayant un rôle des plus importants à jouer dans d'autres domaines d'activité de l'Organisation.

7. Ces mêmes délégations ont souligné la nécessité de réaliser une coordination efficace entre le Bureau des affaires juridiques et les autres départements et bureaux et ont dit craindre que la diminution des travaux contractuels d'imprimerie ne compromette la disponibilité de publications importantes, notamment le Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies.

8. Plusieurs délégations ont mis l'accent sur l'importance du programme 2 (Droit de la mer et affaires maritimes), compte tenu de l'entrée en vigueur en 1994 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et se sont inquiétées de savoir si le montant des ressources envisagées serait suffisant pour financer les activités prévues au titre du programme.

9. Une délégation s'est prononcée pour l'achèvement du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité au cours de l'exercice biennal 1996-1997.

10. Une délégation s'est interrogée sur le bien-fondé de l'expression "reform States" qui figurait au paragraphe 6.62.1 a) de la version anglaise.

Conclusions et recommandations

11. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme faisant l'objet du chapitre 6 (Activités juridiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.
